

21 mai 2006

Débat sur la politique extérieure et militaire canadienne

Les questions dites d'affaires étrangères n'ont rarement été tant débattues au Canada que ces derniers temps (Voir l'article d'Hélène Buzzetti, Le Devoir, 20 mai 2006, page B3). Et c'est tant mieux dans un monde où les déterminants sociaux-économiques sont plus que jamais mondiaux. Le gouvernement Conservateur commence à montrer ses vraies couleurs nettement pro impérialisme étasunien. Il faudrait laisser la solution de l'effet de serre au "libre marché" des transnationales et aux miracles technologiques du "Partenariat Asie-Pacifique". Conservateurs fédéraux comme Libéraux québécois ont accepté dans l'enthousiasme que le Canada et le Québec en reviennent à une stratégie de développement économique basé sur développement des ressources naturelles, particulièrement énergétiques, pour le marché étasunien.

Au Québec, on en finit plus d'effets d'annonce pour des ports méthaniers, d'harnachement hydroélectrique de rivières et d'éoliennes partout pour pourvoir les ÉU. Rien d'étonnant que le gouvernement québécois veuille régler son compte au mouvement environnementaliste après avoir écrasé le mouvement syndical. Car une telle stratégie économique est incompatible avec le respect des accords de Kyoto non seulement parce que le développement des sables bitumineux albertains est terriblement énergivore et polluant mais surtout parce que le modèle nord-américain de production/consommation est avalisé. Les énergies "propres", et même l'efficacité énergétique, ne sont plus une alternative mais sont développés que comme sources d'appoint directes ou indirectes pour les ÉU de sorte à leurs donner une marge de sécurité pour leur guerre du pétrole, alias "guerre contre le terrorisme".

Reste que l'accentuation pro-impérialiste du gouvernement Conservateur est surtout visible en ce qui concerne sa politique extérieure/militaire. Pour contrer les mauvais sondages à son égard surtout au Québec concernant l'engagement des troupes canadiennes en Afghanistan, le gouvernement Harper a précipité un vote qui piègeait les trois partis de l'opposition. Ou bien ils votaient en faveur c'est-à-dire contre leur électorat, ou bien ils votaient contre c'est-à-dire contre le patriotisme factice des grands médias surtout anglophones et contre leurs prises de position passées, particulièrement les Libéraux qui avaient initié cet engagement belliciste appuyés ouvertement par le NPD et tacitement par le Bloc. Une fois de plus l'électoratisme l'a emporté mais pas au point de défaire le gouvernement qui a failli se faire prendre à son propre jeu.

Le plus désolant dans cette affaire est cependant l'hésitation des ténors de gauche à réclamer le retrait immédiat et total des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Heureusement que les organisations anti-guerre et anti-occupation restent claires. Le chroniqueur du Devoir et aussi de l'ONG

Alternatives, Gil Courtemanche, n'hésite pas une seconde à appuyer le gouvernement Conservateur (<http://www.ledevoir.com/2006/05/13/109163.html>) au nom de la lutte contre le terrorisme pour pour notre bien-être et celui du peuple afghan. Comme si les Talibans et Ben-Laden ne devaient pas leur importance à l'encouragement et au financement par les ÉU et ses alliés saoudien et pakistanais contre l'occupation russe. Comme si le présent gouvernement n'était pas sexiste et anti-démocratique contrôlé qu'il est par les seigneurs de la guerre et la très fondamentaliste "Alliance du Nord". Comme si la présence armée impérialiste n'était pas la cause première de la résistance afghane et de la décrépitude économique et sociale de l'Afghanistan dont la base est la production de pavot et la dépendance envers l'aide étrangère qui, cependant, ne permet aucune reconstruction sérieuse et aucun développement autocentré.

Cette déception s'étend au nouveau parti Québec solidaire qui refuse aussi de demander le retrait des troupes au nom d'un changement de mission de "peacemaking" sous égide étasunienne en "peacekeeping" onusien. Rien d'étonnant quand on réalise que le responsable de son comité de solidarité internationale est l'ancien directeur d'Alternatives. Comme si la présence de Casques bleus n'était pas complètement utopique dans la présente situation afghane tant leur présence dans le Sud afghan les obligerait rapidement à se transformer en foces combatantes. Comme si la présence de forces de maintien de la paix n'était pas dû à la capacité du Conseil de sécurité d'obliger tous les belligérants à accepter leur présence. Comme si cette capacité d'imposer la paix n'était pas dû en dernière analyse à la force économique et militaire des grandes puissances, force qui est aussi la capacité d'imposer l'inacceptable statu-quo qui a provoqué l'initiale lutte armée parce que ce statu-quo garantit l'ordre néolibéral à des conditions inacceptables pour les peuples. On n'a qu'à penser aux actuels marasmes bosniaque, kosovar et haïtien.

Conscient de ce dilemme inextricable, la gauche voudrait maintenant que le gouvernement canadien délaisse l'Afghanistan pour le Darfour. Pourtant, comme l'explique le spécialiste français Marc Lavergne, même s'il fait l'impasse sur les rapports sociaux internes au Darfour, sa situation est une résultante du colonialisme et du néo-colonialisme dans tous ses dimensions, économique, national et écologique. Avant de penser à toute interventionnisme, il faut comprendre.

Marc Bonhomme

Darfour : éléments pour l'analyse d'une guerre civile en milieu sahélien

Marc Lavergne
CNRS/GREMMO

En deux ans, un territoire presque aussi vaste que la France, le Darfour (496 000 km²) a été dévasté avec une brutalité inouïe, et le tiers de sa population (2 millions sur 6) s'est trouvé chassé de ses foyers : plus de 200 000 réfugiés ont franchi la frontière du Tchad voisin. L'ONU admet aujourd'hui que le nombre des victimes est proche de 300 000.

Cette crise a bénéficié d'une attention particulière de la communauté internationale, car elle a éclaté au moment où se déroulaient des négociations de paix entre le gouvernement soudanais et la rébellion de la Sudan People's Liberation Army (SPLA)¹. Elle risquait donc de faire capoter ces négociations impulsées par l'administration américaine depuis 2002. Mais si les puissances occidentales ont manifesté leur préoccupation par des pressions sur le régime de Khartoum et par des résolutions du Conseil de Sécurité appelant au respect du cessez-le-feu et au désarmement des milices tribales impliquées, elles ne se sont pas engagées à trouver une solution durable au conflit. Elles se contentent de financer les contingents de troupes de l'Union Africaine, à laquelle l'ONU a dévolu le rôle de contrôle du cessez-le-feu signé le 8 avril 2004, et plus précisément, de protection des observateurs internationaux déployés sur le terrain. Ce désengagement diplomatique a été masqué par un effort considérable de secours aux populations civiles. L'accent mis sur la dimension « humanitaire » a pu, relais médiatique aidant, accréditer dans l'opinion l'idée d'un conflit d'un autre âge, évacuant l'analyse de ses causes profondes. Le gouvernement soudanais a en effet tenté de faire croire à un dérapage bénin d'escarmouches tribales, menées par des cavaliers armés de lances, et se querellant pour de rituelles histoires de puits et de pâturages. De la même manière, les négociations de paix engagées sous l'égide de l'Union Africaine à Abuja, au Nigéria, ne visent au stade actuel que le retour au statu quo ante et non le règlement des causes du conflit.

Le large écho qui a été fait à cette crise, du fait de son internationalisation et de l'intérêt manifesté par l'ONU, les Etats-Unis et l'Union Européenne à partir de l'été 2004, n'a pas contribué à dissiper la complexité du problème. Celui-ci paraît pourtant justiciable d'une analyse géographique faisant intervenir différents acteurs à différentes échelles spatiales pour le contrôle de territoires et de leurs ressources, c'est-à-dire posant la question du rapport des hommes et du milieu, dans une perspective de développement économique et social, pour contribuer à la compréhension des conflits d'un type nouveau qui déchirent le monde depuis la fin de la guerre froide.

¹ Comme son nom l'indique, la SPLA n'a pas pour objectif la défense des intérêts des seules populations du Sud-Soudan, mais celle de tous les peuples du Soudan, en particulier ceux qui résident dans les régions marginalisées, lesquelles ne sont pas toutes périphériques. C'est ainsi que la SPLA est implantée dans les régions des monts Nouba et du Sud-Nil Bleu, et même dans des poches de « zones libérées » adossées à la frontière érythréenne (autour de la ville de Hamashgoreb) situées administrativement au Nord-Soudan.

On s'efforcera en particulier de montrer comment la dégradation de l'environnement, dans un contexte de grande précarité de ressources, et d'absence de politiques de développement agricole, conduit aujourd'hui dans la bande sahélienne à des conflits pour l'usage et l'appropriation du sol de plus en plus meurtriers et insolubles. Et ceci d'autant plus que comme dans le cas du Soudan, ils peuvent être instrumentalisés par le pouvoir central pour asseoir sa domination et maintenir une exploitation prédatrice des richesses nationales à son seul profit.

La révolte armée qui a éclaté au Darfour en février 2003 est en effet le résultat de près d'un siècle de négligence à l'égard de cette province excentrée de l'Ouest du pays. Cette négligence s'est muée en une exclusion délibérée à l'égard de certains groupes tribaux de la région, en majorité cultivateurs et sédentaires, depuis une quinzaine d'années et l'arrivée au pouvoir à Khartoum d'une dictature mue par une idéologie arabiste et islamiste. La rébellion actuelle est donc motivée par la revendication d'un meilleur partage du pouvoir et des richesses au niveau national, au-delà de son exigence de rééquilibrage des relations entre les différents groupes ethniques de la région. Elle reprend en cela à son compte les revendications émises dès mai 1983 par le SPLA dans son manifeste fondateur. La réponse du gouvernement central a été d'une brutalité si disproportionnée que l'on peut se demander si celui-ci n'a pas saisi l'occasion de cette rébellion ouverte pour mettre en oeuvre un plan préétabli : le remplacement des populations sédentaires d'origine non-arabe par la population nomade déstabilisée par la dégradation de l'environnement, dont l'identité culturelle et linguistique « arabe » a été investie à son corps défendant d'une dimension politique.

C'est cette alliance entre un pouvoir minoritaire, centré sur la vallée du Nil (qui se réclame d'une origine arabe Juhayna ou Jaaliya), imbu de sa prééminence au sein de l'ensemble soudanais, et la population nomade marginalisée et appauvrie du Darfour, dont l'arabité est, elle, pourtant moins discutable, qui s'est traduite par l'appel fait à la mobilisation de milices tribales, engageant le conflit dans une voie ethnique et raciale.

I - La fin d'un monde, prémices d'un avenir incertain

Les nouveaux mouvements rebelles apparus en février 2003, la Sudan Liberation Army (SLA) et le Justice and Equality Movement (JEM), sont nés de la nécessité de protéger la population civile contre les exactions de bandes armées qui pillent et tuent impunément les villageois de la région depuis des lustres. Mais ils passent à l'offensive et conquièrent une audience internationale. Des attaques couronnées de succès visent des centres urbains du Nord-Darfour : prise de Golo en février 2003, occupation durant une semaine de Kutum, attaque de l'aéroport d'El-Facher ... Devant cette menace, le Président Béchir, sur le conseil du vice-président Ali Osman Mohamed Taha et du chef de la Sécurité Nationale et des

Services de Renseignement, Salah Abdallah Gosh (Péninou, 2004 ; Power, 2004), décide en 3 mai 2003 de faire appel aux milices tribales appelées « janjawids »² qui y répandent la terreur depuis la fin des années 80. Celles-ci, désormais vêtues d'uniformes, équipées et payées par les autorités, voient leurs actions coordonnées avec celles de l'armée. En effet, l'armée de terre est impuissante face aux rebelles, très mobiles et connaissant bien le terrain. Elle est par ailleurs démotivée, car elle éprouve un sentiment d'inquiétude depuis la paix signée au Kenya avec la SPLA. De surcroît, une part importante des soldats du rang et des sous-officiers sont eux-mêmes originaires du Darfour ou de régions comparables du Nord-Soudan et ne manifestent aucun enthousiasme à se battre contre des populations civiles dont ils comprennent les motivations.

La combinaison des attaques aériennes et des raids des milices tribales est le mode opératoire privilégié de l'armée gouvernementale au Sud-Soudan et dans les monts Nouba. Aux forces aériennes (bombardiers Antonov-22 et hélicoptères de combat MI-24) revient le rôle de terrifier la population en visant ses lieux de rassemblement (villages, points d'eau, marchés, et le cas échéant dispensaires et écoles) avant de déposer des troupes héliportées³ ; aux milices qui surgissent à dos de cheval ou de chameaux, celui de piller, rassembler le bétail et s'emparer de la population survivante, tout en incendiant et en détruisant les habitations. Cette méthode est courante depuis le milieu des années 80 au Sud-Soudan, avec les tristement célèbres « mourahilin » des tribus baggara au Bahr el-Ghazal (De Waal, 1991), ou bien dans les monts Nouba (African Rights, 1995), sans parler de la trentaine de milices sudistes recrutées en fonction des règlements de comptes interethniques et interclaniques (Human Rights Watch/ Africa, 1994).

Au Darfour, la politique de la terre brûlée, en vigueur dans l'indifférence générale depuis une quinzaine d'années (Harir, 1994), a pour objectif d'éradiquer certains groupes pour faire place à d'autres réputés plus loyaux et plus dociles au gouvernement central, pour permettre à celui-ci de reprendre le contrôle de cette région rétive (Tanner, 2005). Celle-ci, périphérique mais revêtant une importance stratégique, car frontalière, représente une part importante de la population musulmane du Nord-Soudan : le gouvernement considère comme vital d'y rétablir son emprise alors qu'il est en train de concéder au Sud du pays, sous la pression occidentale, une participation au pouvoir central. Pour ce faire, le gouvernement s'appuie sur des conflits locaux entre tribus nomades et sédentaires que l'on peut considérer d'ailleurs comme provoqués par son incurie et sa négligence à l'égard de cette région (Tubiana J., 2005).

² Néologisme arabe apparu au Darfour à la fin des années 80 et composé des racines « djinn » et « jawad », et qui peut se traduire par « démon à cheval ». Voir « Soldats le jour, miliciens la nuit », in *Courrier international* n° 721, 26 août-1^{er} septembre 2004, traduction d'un article de Marc Lacey paru dans le *New York Times* ; voir également, parmi l'abondante production journalistique de l'été 2004, « Dans les prisons à ciel ouvert des victimes du Darfour », *Libération*, 24-25 juillet 2004.

Le point de vue de ces milices pro-gouvernementales est exprimé par un de leurs chefs, Mousa Hilal, dans plusieurs interviews à la presse : « Janjaweed Leader says he will lay down arms if rebels do the same »,

IslamOnline.net, 4 août 2004 ; « Dying in Darfur », par Samantha Power, remarquable série d'articles publiée dans The New Yorker, 30 août 2004 ; Mousa Hilal, en tête de la liste de 51 criminels de guerre préparée par les Nations-Unies, confirme : « I have executed Government Orders in Darfur », Reuters, 24/2/05.

3 D'après les récits recueillis par l'auteur, les attaques sont souvent précédées de signes avant-coureurs : pressions et intimidations de la part des voisins nomades, avertissements ou retrait inopiné des forces de police présentes à proximité...

En effet, ces conflits sont le résultat d'un déséquilibre croissant entre la population et les ressources disponibles, en l'absence de tout effort de développement économique et social depuis l'indépendance, voire depuis la colonisation britannique. Ce déséquilibre entraîne une dégradation grandissante de l'environnement et de l'économie agropastorale.

De ce fait, les opérations militaires sont modulées en fonction des conditions et des enjeux locaux, et la carte des villages détruits depuis deux ans montre différentes logiques à l'oeuvre, privilégiant tantôt les préoccupations du gouvernement et de l'armée, et tantôt celles des milices qui lui sont affiliées. Les cibles principales sont en effet (voir carte): - les villages situés sur des axes stratégiques, comme les routes d'El-Facher et de Nyala à El-Geneina, ou sur l'axe méridien d'El-Facher à El-Geneina ; - les alentours de garnisons et des centres administratifs majeurs (périphérie d'El-Geneina, de Kebkabiya, de Kutum) ; - les villages situés sur les parcours migratoires des tribus nomades, à mi-chemin entre la frontière tchadienne et les contreforts du jebel Marra, c'est-à-dire hors de portée des groupes rebelles qui font des incursions à partir de leur sanctuaire tchadien et de leurs zones d'implantation dans le massif montagneux, mais au coeur d'une région verdoyante parcourue de wadis abondants, densément peuplée, riche en cultures et en troupeaux, et attrayante en vue d'une implantation future⁴.

Mais la géographie du conflit est aussi liée à la présence de conflits tribaux traditionnels entre groupes sédentaires et nomades, tandis que certaines régions demeurent plus ou moins épargnées : - du fait de leur inaccessibilité relative, surtout tant que le gouvernement soudanais estime préférable de s'abstenir des bombardements aériens (interdits par l'accord de cessez-le-feu du 8 avril 2004, suivi des Résolutions du Conseil de Sécurité) : Jebel Marra, Jebel Moun, etc.

- du fait de leur faible population et de leur manque d'intérêt agro-pastoral : étendues steppiques des piémonts orientaux du jebel Marra ; - lorsqu'une coexistence pacifique s'est maintenue entre tribus « arabes » sédentarisées et tribus « non-arabes voisines » ou partageant le même village : les premières exercent alors une sorte de protection de type « mafieux » à l'égard des secondes, qui les hébergent et qu'elles parasitent, donnant l'illusion d'une sorte d'harmonie préservée. Dans d'autres cas, des tribus arabes ont initialement refusé de se joindre à la curée contre les villes non-arabes, auxquelles ne les opposait ni conflit ni compétition pour les pâturages et les puits, et parce que ces groupes arabes nourrissent une hostilité viscérale à l'égard du régime islamiste, étant adeptes du mouvement mahdiste évincé lors du coup d'Etat de juin 1989 ; c'est le cas des tribus baggara du Sud-Darfour, vouées à l'élevage bovin, et qui dans un conflit à la fois économique et religieux avaient plutôt eu pour cibles les tribus dinka du Bahr el-Ghazal durant les années 80 et 90⁵.

⁴ La présence de villages peuplés d'anciens nomades sédentarisés, par exemple à l'occasion de la sécheresse de 1984, comme l'auteur a pu en visiter en novembre 2004 au S-E de Zélingéi (région du jebel Turjel) peut être un facteur d'attraction pour les nomades en quête de territoires d'implantation.

⁵ A titre d'exemple, voir l'article éclairant sur le cas des Rizeigat de la région d'El-Daeïn et de leur sultan Madibbo, « Tribal Leader's Actions underscore Complexity of Sudanese Conflict », par Sudarsan Raghawan, Knight Ridder Newspapers, 11 novembre 2004.

Le conflit du Darfour est donc d'abord un conflit entre des groupes armés et la population civile sans défense. Les milices tribales ne recherchent pas la confrontation avec les forces rebelles, malgré les ordres du gouvernement : celui-ci a du mal à faire prévaloir ses propres objectifs sur ceux des milices qu'il a mobilisées et qui privilégient leurs propres intérêts immédiats (pillages et viols) et à long terme (réimplantation sur des terres fertiles et mieux arrosées). Même si celui-ci promet cette politique de transfert définitif de population qui sert ses propres desseins, il n'en est pas moins préoccupé également par le renforcement possible de la guérilla et par l'audience internationale qu'elle risque d'acquérir.

a) Le déplacement forcé de la population « non-arabe »

La population « arabe » ou soupçonnée de fournir des janjawid (milices tribales) peut également être l'objet d'attaques de la part de la rébellion et se trouver contrainte de quitter son village. Ces cas, assez minoritaires en nombre et en gravité, sont soigneusement mis en exergue par les autorités. Il s'agit des villages proches de la frontière tchadienne, d'où les rebelles lancent des raids pour voler du bétail qui peut être revendu au Tchad pour acheter des armes. La population de ces villages, parfois non-arabes, Gimr ou Tama, se contente parfois de s'abriter sous le couvert d'un wadi⁶ ce qui ne l'empêche pas de retourner vaquer aux travaux des champs dans la journée, et la perte du bétail est compensée par l'enrôlement des jeunes dans les janjawids, l'armée ou la police⁷.

Les attaques combinées des janjawids et de l'armée sont d'une tout autre nature ; les hommes en âge de porter les armes sont exécutés sans autre forme de procès, de même que tous ceux qui opposent une résistance, les femmes et les jeunes filles capturées ou violées sur place. Mais il arrive que la population avertie à temps, parvienne à s'enfuir en abandonnant les personnes âgées et les malades ainsi que le bétail, n'emmenant que quelques ânes qui aident à emporter les biens essentiels. Les paysans ont parfois également eu la prudence de cacher des réserves dans la brousse alentour ; les janjawid ou les soldats torturent alors leurs prisonniers pour leur faire révéler leurs caches.

Les villages sont incendiés ou détruits au cours de l'attaque. Seuls subsistent les murs des bâtiments en brique des grands villages (échoppes, dispensaires, mosquée) comme on peut encore les voir le long de la route de El-Geneina à Zalingei. Mais les traces de ces villages abandonnés s'effacent vite, à la fois sous l'effet des averses de la saison des pluies et de la croissance de la végétation, et surtout du nettoyage effectué après coup par des détachements de l'armée, chargés de faire place nette de toute trace d'occupation humaine, arasant les bases des maisons et des cases, emportant les ustensiles et les poteries éparses, pour ôter aux déplacés tout espoir de retour.

⁶ Comme l'auteur a pu le constater lors d'une mission exploratoire dans le Wadi Bardi, à proximité de la ville-frontière de Kolbous, au nord du Darfour occidental, en octobre 2004.

7 Comme l'ont confirmé les habitants Gimr du village de Dohousch à l'auteur, en octobre 2004.

Quelques vieillards et malades sont épargnés pour servir d'appât au retour des fuyards ; en effet, les autorités se sont rendues compte que l'exode de la population paysanne compromettrait les récoltes et le ravitaillement des nomades eux-mêmes. Les pressions exercées par les autorités sur les déplacés pour qu'ils retournent dans leurs villages, même lorsqu'ils ont été totalement détruits, ne s'explique ainsi que par le besoin d'une main d'oeuvre asservie pour assurer les travaux agricoles et non pas par une volonté de retour à la situation antérieure.

En attendant, les champs abandonnés qui portent le mil arrivé à maturité, sont envahis par les dromadaires et les bovins, qui ravagent également les jardins de manguiers et d'agrumes. Le vandalisme des janjawids ne s'arrête pas là, puisque les vénérables forêts où dominent le *haraz* (acacia albida) et le *heglig* (balanites aegyptiaca) sont abattues à la hache et les trop gros troncs livrés aux flammes, pour accéder aux hautes branches servies comme fourrage aux chameaux. Cette dévastation de la forêt peut aussi s'expliquer par des raisons culturelles (la forêt est un élément inhospitalier et inquiétant, abri de puissances maléfiques pour les chameliers habitués aux grands espaces et aux horizons dégagés) et stratégiques (la forêt est un milieu idéal pour la guérilla qui y trouve un couvert contre les bombardements aériens et un abri contre les poursuites des cavaliers et des chameliers). C'est une transformation irréversible de l'écosystème qui s'opère par ce biais, avec un appauvrissement de la flore et de la faune sauvages et une désagrégation de la terre arable, livrée à l'érosion éolienne et hydrique (Ibrahim, 1984, pp. 70 et sq.). De leur côté, les villageois menacés d'agression livrent en dernier ressort aux flammes les pâturages herbeux qui entourent les villages, pour dissuader les éleveurs et leur bétail de s'approcher.

Le but ultime de ces opérations est donc sans conteste la prise de possession du terroir et l'installation des nomades chameliers pour y remplacer la culture par l'élevage. Mais les nomades ont également besoin de mil, qu'ils ne pourront à terme se procurer qu'en exploitant une main d'oeuvre asservie ou en s'adonnant eux-mêmes à l'agriculture. Une solution intermédiaire est l'exploitation des femmes capturées, dans la mesure où le travail des champs est d'une manière générale au Darfour, réservé aux femmes (Ibrahim, 1984).

Le remplacement de la population, objectif central de la guerre du Darfour, est donc déjà fait accompli, en dépit des protestations réitérées de la communauté internationale. La végétation, après deux saisons des pluies, efface les traces des villages évacués, et un nouveau type d'occupation humaine se met en place, sous la protection des forces déployées par le gouvernement.

8 Comme l'auteur a pu le constater sur la route entre Nyertétéi et Zalingéi, bien téméraires sont les paysans qui osent quitter leur refuge en ville pour s'aventurer dans leurs champs ou leurs vergers en périphérie des centres urbains.

b) Les déplacés : quel avenir au-delà des camps ?

Les déplacés se regroupent dans des camps, cherchant avant tout un abri : couvert d'une forêt, lit d'un wadi, abords d'une bourgade ou périphérie d'une grande ville.

Ils peuvent couvrir des distances très variables : à Mornay, certains peuvent apercevoir les traces de ce qui fut leur village, à moins de 5 km, derrière les casernements de l'armée. Cette proximité peut leur permettre de retourner chercher des biens cachés (réserves de nourriture enfouie en particulier) ; d'autre part ils sont familiers de la région, dont ils peuvent continuer d'exploiter certaines ressources (cueillette des fruits sauvages et récolte du miel, vannerie...).

La migration peut être beaucoup plus longue et périlleuse, menant jusqu'au Tchad ou dans les camps ouverts par les ONG et les agences de l'ONU. Le but est d'y trouver une protection et une aide de la communauté internationale, la possibilité de travailler en ville, l'aide éventuellement de proches installés de longue date. Mais les déplacés y sont soumis au contrôle et à la répression des autorités, qui y procèdent à des enlèvements et à des arrestations arbitraires la nuit, lorsque l'accès aux camps est interdit aux étrangers. Bien souvent, les nouvelles recrues de la police, chargées de la « sécurité » des camps, sont des janjawids. Hors des camps, ceux-ci rôdent, guettant les femmes sur le chemin du wadi⁹, ou sur les pistes qu'elles empruntent pour aller chercher du bois, pour les violer, les battre ou les dépouiller.

Les camps sont de taille variable, allant de quelques centaines à plus de 100 000 habitants¹⁰. Leur site, leur niveau d'équipement et leur desserte sont très variés, de même que les pressions qu'ils subissent de la part des autorités et l'atmosphère qui y règne. Ainsi, près de Nyala, début novembre 2004, un premier camp montrait le long d'allées bien tracées, des huttes de branchages de belle taille, des alignements de vendeurs présentant sur un napperon quelques vivres et quelques ustensiles, tandis que se déroulait une distribution de nourriture du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et que se tenait la consultation au dispensaire de Médecins du Monde. Des gamins jouaient à s'arroser autour du réservoir d'eau potable et des fontaines publiques. A quelques minutes de là, le camp d'Al-Atash (« la soif »), tenu par une ONG américaine, semblait éteint. La peur se lisait dans les regards, de nombreuses cases étaient désertées, et des emplacements vides montraient les destructions opérées les nuits précédentes par l'armée. La consultation médicale n'abritait que des femmes au regard morne, des bébés silencieux dans les bras, et le niveau des soins y semblait très sommaire. Enfin, de l'autre côté de la ville à l'ouest, le camp d'El Guir montrait un visage de désolation : lors d'une opération coup de poing, la nuit précédente, les forces de sécurité avaient embarqué de force la plupart des gens, abattant ceux qui tentaient de résister, usant de gaz lacrymogènes, séparant les parents des enfants, les embarquant de force vers une destination inconnue, laissant en arrière quelques femmes s'efforçant déjà de reconstruire

leurs cases avec les branchages écrasés sous les bulldozers, et quelques hommes regroupés dans l'enceinte d'une mosquée de fortune.

⁹ Comme l'auteur a pu le constater au camp de Hasaheisa, à la sortie de Zélingeï.

¹⁰ Les plus grands camps sont à l'heure actuelle ceux de Kalma, près de Nyala (90 000 habitants) et de Mornay (80 000 habitants).

Ces coups de boutoir contre les camps visent à éloigner les déplacés des villes, sous prétexte d'hygiène¹¹, de protection du marché de l'emploi ou de sécurité. En fait, le refoulement de la population déplacée loin des centres urbains vise à l'éloigner du regard des étrangers, de l'accès aux secours, à la déstabiliser pour en réduire le nombre par inanition ou maladie, et à la contraindre de retourner dans les villages détruits. Mais elle envoie aussi un message aux ONG, pour leur rappeler que le pouvoir reste aux mains des autorités, que les étrangers qui penseraient être investis d'un pouvoir de protection des civils se trompent et que l'arbitraire étatique n'est que l'expression d'une souveraineté nationale intangible.

Il n'en reste pas moins que la concentration des déplacés pose de graves problèmes d'ordre environnemental et social : - le premier est celui des disponibilités en eau. Celles-ci sont un préalable indispensable à toute présence humaine ; l'eau est relativement présente au Darfour et y suffit à alimenter la population rurale, sédentaire ou nomade, une grande partie de l'année. En saison sèche, on supplée aux ressources souterraines défaillantes par l'utilisation des *hafirs*, grands réservoirs creusés dans le sol pour l'alimentation du bétail et des hommes.

Mais la concentration de la population impose l'installation de forages profonds ou de pompes dans le lit des *wadis* les plus importants, et de réseaux de stockage et de distribution qui desservent les camps. Ils apportent un confort et une hygiène inconnus auparavant et très appréciés des femmes, qui rechigneront à revenir à la précarité et la pénibilité antérieures.

- Les besoins en bois de feu sont également concentrés et doivent être remplis dans une aire circulaire accessible à pied par les femmes, soit 5 à 10 km. Cette collecte de bois ne se limite pas à la satisfaction des besoins ménagers, ni de la construction des huttes ; elle doit aussi fournir un complément de ressource monétaire, comme celle des joncs, pour la confection de nattes tressées.

c) Le déplacement forcé comme prélude à l'urbanisation

L'urbanisation de la population du Darfour s'est donc accélérée de manière brutale depuis deux ans, en particulier si l'on considère les camps de déplacés comme une forme inédite d'urbanisation, ou une étape préalable à l'urbanisation.

La carte urbaine de la région est en passe d'être refondue, avec le gonflement des centres urbains qui accueillent déplacés, agences humanitaires et forces de sécurité, tandis que de nouvelles agglomérations naissent et que d'autres sont délaissées et périssent.

¹¹ Cette pratique, appelée « kacha » à l'endroit de populations déplacées est une constante des gouvernements de Khartoum depuis la reprise des combats au Sud en 1983 (Lavergne, 1995 et 1997) ; l'invocation de la préoccupation hygiéniste n'est pas non plus nouvelle, puisque le Dr Sharafeddine Bannaga, Ministre des travaux Publics de l'Etat de Khartoum ambitionnait même de se voir décerner une médaille pour son action lors de la Conférence de Rio en 1995 ...

La question qui se pose ici tant aux « aménageurs », aux « gestionnaires » de la ville, c'est-à-dire au pouvoir politique, mais peut-être aussi à la rébellion, qu'aux agences et associations humanitaires comme à celles qui aspirent à oeuvrer pour le « développement », est de savoir si on se trouve face à un processus d'urbanisation durable. La politique du gouvernement est à ce propos paradoxale, voire incohérente : si l'on admet qu'elle ne procède pas d'une volonté délibérée de génocide, mais de façon moins systématique, d'une volonté de mettre hors d'état de nuire la population non-arabe du Darfour, le fait de chasser celle-ci de ses foyers et de la laisser se regrouper dans des camps répond certes à la première phase de l'objectif ; mais dans un second temps, cette population en procès d'urbanisation risque de n'être pas moins dangereuse... Quelle est donc l'intention à plus long terme des autorités : laisser la population s'implanter définitivement, ou bien la forcer à retourner chez elle en situation asservie ? Cette perspective est-elle vraiment réaliste ? La réponse à cette question oriente, en effet, dans des directions très différentes les politiques que l'on peut mettre en oeuvre, pour faciliter ou pour freiner l'urbanisation.

1) La guerre civile et l'aide humanitaire, à l'origine de l'explosion urbaine

La guerre donne un coup de fouet économique inespéré aux trois capitales régionales : elles accueillent de nombreux déplacés, en leur sein ou en périphérie.

Une recomposition de la hiérarchie de ces trois capitales¹², est à l'oeuvre. El-Facher, la capitale historique, cernée par le désert et sommeillante, est passée de 26 000 habitants en 1956 à plus de 200 000 aujourd'hui ; mais l'impulsion qu'elle reçoit ne peut être que passagère, au milieu d'une aire désertifiée et livrée aux exactions des milices. En revanche, Nyala, dépassant aujourd'hui 250 000 habitants (contre 63 000 en 1973 et 114 000 en 1983), s'affirme, malgré l'arrêt du chemin de fer, comme le véritable poumon de la région ; ville moderne et industrielle, bien équipée, elle est devenue le point de transit de toute l'aide destinée au Sud et à l'Ouest du Darfour. El-Geneina (39 000 habitants en 1973, 56 000 en 1983, 80 000 aujourd'hui), la lointaine et poussiéreuse capitale de l'Ouest-Darfour, qui ne dispose que d'une piste d'atterrissage en latérite, au bout de routes défoncées, impraticables en saison des pluies et menacées par l'insécurité, est handicapée par l'interruption des échanges commerciaux avec le Tchad voisin et ruinée par la dévastation du dar Masalit environnant. Elle sert surtout de base opérationnelle aux opérations humanitaires.

Mais la présence des sièges d'ONG¹³ et d'agences de l'ONU a des effets dynamiseurs sur des secteurs importants de l'économie locale : location d'appartements, achat d'essence et de kérosène, de matériel de toute sorte, embauche de personnel local plus ou moins qualifié (maçons, aides-soignants, chauffeurs, traducteurs-interprètes...), la flambée des prix qui en résulte bénéficie aux commerçants jallaba, qui ont évincé leurs concurrents zaghawa, accusés d'être liés aux rebelles.

¹² La région historique du Darfour a été divisée d'abord en Nord et Sud, avec pour capitales respectives El Facher et Nyala, capitale économique depuis l'arrivée du chemin de fer en 1959. Une redivision a été opérée en 1983 avec la création du Darfour occidental, prélevé sur le Nord-Darfour, avec pour capitale El-Geneina : le but de cette opération était à la fois d'écarteler la population Four, majoritaire dans un Darfour uni, entre les trois provinces, et d'accorder aux Masalit de l'Ouest une reconnaissance dont ils étaient privés depuis leur intégration au Soudan.

¹³ dont le nombre est estimé entre 55 et 70. De taille très variable, elles comptent jusqu'à plus d'une centaine d'expatriés pour les plus grandes.

Les chances d'y trouver un emploi, la présence de proches et la promesse d'une sécurité relative attirent les déplacés vers les villes grandes et moyennes. Leur afflux a des effets sur l'économie locale : baisse du coût de la main d'oeuvre, hausse du prix des loyers et des vivres... Ces villes sont parallèlement le centre des opérations militaires, avec des casernes, des centres de recrutement et d'entraînement des Forces de Défense Populaire, les bureaux de coordination des janjawids, qui y ont pignon sur rue, les postes de police et les services de renseignement, les prisons avec leurs redoutables centres de torture, et des aéroports très actifs : au carrousel des avions de l'ONU, transportant un personnel expatrié pléthorique, ou larguant à grands frais des vivres dans les régions isolées, s'ajoutent les appareils des compagnies aériennes privées, propriété des barons du pouvoir, qui assurent plusieurs liaisons quotidiennes avec Khartoum, et, tout à côté, l'impressionnante armada militaire des bombardiers et des hélicoptères blindés. L'administration dirigée par un gouverneur, est chargée de prélever taxes et droits de toutes sortes sur l'assistance humanitaire et les activités économiques, et de contrôler les faits et gestes des étrangers disséminés sur le territoire.

Ces villes moyennes connaissent des sorts contrastés : certaines, situées sur des axes routiers fréquentés et disposant de pistes d'atterrissage, au coeur de régions densément peuplées, comme Kas ou Zélingéi, ou bien sièges de garnisons importantes, comme Kutum ou Kebkabiya, voient leur rôle traditionnel de chefs-lieux administratifs, de marchés régionaux et de centres culturels et économiques (université de l'Ouest-Darfour à Zélingéi, qui est également le siège du Jebel Marra Development Project et abritait une usine de tabac), ont accueilli de nombreux déplacés et servent de centres relais des ONG. En revanche, d'autres centres périssent ou sont abandonnés par la population civile, comme Kolbous ou Tiné, à la frontière du Tchad, âprement disputées entre les forces gouvernementales et les rebelles retranchés dans le sanctuaire tchadien.

2) Les camps de déplacés, lieux d'échouage ou promesses d'avenir ?

Les déplacés découvrent en milieu urbain un nouvel univers, et, en dépit du traumatisme vécu pendant leur migration et durant leur séjour en camp, ce bouleversement peut être pour les jeunes et les enfants qui grandissent dans ce cadre, l'occasion de découvrir un monde fait de contraintes, mais aussi de virtualités nouvelles : découverte de moyens techniques, avec des outils inconnus, des notions d'hygiène, de santé, une nouvelle nourriture à base d'Unimix et de lait enrichi pour les enfants, un approvisionnement en eau filtrée, une administration omniprésente et omnipotente, avec ses règles et sa discipline.

Il faut apprendre à jongler avec les sigles des cartes de rationnement émises par l'UNICEF, le PAM ou le Comité International de la Croix Rouge (CICR), qui sont 11 autant de chances d'accès aux ressources, c'est-à-dire aussi à déployer des stratégies pour en contourner les règles (se prêter les enfants pour obtenir plus

de cartes de rationnement, accumuler des surplus pour les stocker ou les échanger).

Une nouvelle économie se met en place avec de nouveaux moyens et de nouvelles hiérarchies : un âge avancé, par exemple, n'est plus synonyme de sagesse et de savoir, mais de faiblesse et d'incompétence, de moindre capacité à s'adapter. Les rapports entre les genres sont aussi modifiés, sans que l'on puisse déterminer si ce changement des rôles aura une influence durable : en l'absence des hommes valides, entre l'adolescence et l'âge mûr, c'est sur les femmes que repose la charge de la survie du groupe. Ce sont elles qui font la queue pour les rations, qui cherchent l'eau et collectent du bois pour le foyer et le marché, qui tissent les nattes, qui construisent les huttes, mènent les enfants à la consultation médicale : les hommes sont au maquis, morts ou bien partis chercher du travail au loin. Mais pour elles, l'exode est aussi une libération du travail harassant des champs, des corvées d'eau, sans la déchéance que représente pour les hommes l'oisiveté. Les enfants eux-mêmes, dans certains cas privilégiés, découvrent l'école, lorsque leur camp est situé à proximité d'un axe routier (comme l'école de l'UNICEF à Sissi) ou d'une grande ville.

Cette rupture avec la vie antérieure, avec ses perturbations radicales, comme la destruction de la cellule familiale, mais aussi les virtualités nouvelles qu'elle offre, rend le retour à la vie d'antan, déjà rendu hypothétique compte tenu des buts de guerre du gouvernement et des milices tribales, problématique, voire illusoire.

II - Les conséquences du conflit sur l'organisation politique et sociale

Au-delà du déplacement forcé, du changement de mode de vie, et du traumatisme psychologique et affectif, le conflit entraîne des bouleversements durables dans l'organisation politique et sociale de la population du Darfour.

a) L'Etat contre la nation

La première fracture réside dans la perte de confiance envers les autorités de l'Etat : celui-ci a failli dans sa mission de protection de la paix civile, et d'impartialité entre les groupes qui dépendent de lui. En ce qui concerne les populations victimes, cette confiance s'est érodée depuis une vingtaine d'années, au fur et à mesure qu'apparaissait l'incapacité du pouvoir central à restaurer l'ordre et la justice ou son parti pris en faveur des agresseurs (Harir, 1994). Mais depuis le déclenchement de la répression massive et indistincte à l'encontre des groupes non-arabes en 2003, la crise de confiance est totale : le pacte politique qui liait les élites du Darfour à l'Etat soudanais d'une part, les liens d'ordre socioreligieux qui intégraient les groupes « arabes » ou non du Darfour dans une adhésion commune au mouvement mahdiste de l'autre, sont désormais rompus.

Du côté des milices tribales mobilisées par l'Etat, la déflagration n'est pas moindre : l'identité arabe ne s'est pas imposée sans mal comme facteur de

cohésion sublimant les multiples clivages claniques et tribaux au sein de la 12 prétendue « communauté arabe », et la diversité des rapports entretenus avec les groupes non-arabes. Et surtout, la considération due à l'Etat s'est effondrée : les janjawids, conscients d'être devenus des auxiliaires indispensables, affirment leur indépendance et la prééminence de leurs objectifs sur ceux de l'Etat. Ils jouent d'ailleurs sur les dissensions au sein de l'appareil d'Etat au plus haut niveau quant à la gestion de la crise, pour soutenir un cercle de pouvoir ou un autre à Khartoum et sur le terrain. Le délitement de l'autorité étatique, dans un pays où celle-ci est traditionnellement forte, conduit à une fragmentation, voire une atomisation, qui précarise tous les rapports sociaux.

b) La marginalisation des élites traditionnelles

Le rôle des chefs traditionnels, déjà supprimé sur le plan juridique par le Local Government Act de 1970, est très amoindri. Leur légitimité et le magistère moral qu'ils exerçaient jusqu'à la crise, leur assuraient encore un rôle incontesté en matière de règlement de différends intertribaux. Les chefs de village, cheikhs et imams, ont perdu tout crédit à cause de leur incapacité à protéger leurs ouailles, et à intercéder en leur faveur auprès des autorités ; toutefois, ils conservent un certain respect dans la mesure où ils partagent le quotidien des camps avec leurs gens ; mais les nazirs, dont l'autorité s'exerçait sur plusieurs villages, vivent désormais en ville, sous la surveillance ou en connivence avec les autorités... Les chefs tribaux, shertai ou sultans, sont, eux, des personnalités d'envergure régionale ou nationale. Ils sont de ce fait traités avec plus d'égards, mais ne se commettent pas de manière active avec les autorités, en règle générale. Ceux qui sont à la tête de « dar » attribués par les Britanniques ont une conscience héritée de leurs responsabilités non seulement à l'égard de leur peuple, mais aussi de toutes les communautés qui résident sur le dar. Ils sont traditionnellement les garants de la paix civile et de la coexistence harmonieuse entre ces diverses communautés. Ils sont d'autre part en première ligne des victimes de la marginalisation du Darfour et de ses élites au niveau national. De nombreux chefs « arabes » du Darfour, en particulier les plus âgés et les plus respectés des tribus baggara, héritiers de la tradition mahdiste ou du souvenir du Darfour indépendant, se sont ainsi opposés aux pressions du gouvernement visant à leur faire rejoindre le mouvement « anti-africain »¹⁴.

Mais, comme l'avouait l'un d'eux à l'auteur, « aujourd'hui, on n'écoute que celui qui porte les armes ». Les chefs tribaux sont certes invités à participer aux réunions de négociations entre le gouvernement et les mouvements rebelles, qui se tiennent à Abuja au Nigéria, mais ils sont en réalité en résidence surveillée dans leurs palais et les tentatives du gouvernement pour leur faire jouer un rôle de conciliation, ou de faire renaître les pouvoirs locaux à leur service, sont voués à l'échec. En effet, les chefs des groupes « non-arabes » n'ont plus d'autorité sur leurs jeunes, qui ont choisi la lutte armée, tandis que leurs homologues des groupes arabes sont dans la même situation. En effet, les jeunes des groupes nomades, conscients de leur marginalisation économique et sociale, faute

d'éducation et d'un mode de production adapté au nouveau cours de l'économie marchande, avaient développé un sentiment de déchéance courant dans de nombreuses sociétés nomades. Si les chefs traditionnels s'opposent à leur désir de s'engager dans la croisade proposée par les autorités, ces jeunes n'hésitent plus à rompre leurs allégeances pour accepter les armes et les subsides qu'elles proposent. Leurs nouveaux chefs, pour la plupart gens de sac et de corde comme Mousa Hilal, les poussent par ailleurs à briser les tabous sociaux et les barrières psychologiques, par les viols ou les atrocités, qui les affranchissent de tous les repères qui structurent leur personnalité et en font des soldats perdus, prêts à toutes les basses besognes.

¹⁴ Voir la note 7.

Mais c'est souvent avec l'assentiment des Anciens que les jeunes rejoignent les janjawids, la police, l'armée ou les Forces de Défense Populaire : en effet, la situation précaire de ces communautés a été aggravée par des années de pluviométrie insuffisante, et les rebelles ou les pillards se sont souvent emparés de leur bétail, les laissant sans ressources. Des jeunes issus de communautés nonarabes ont même pu rejoindre les janjawids par désir sincère de restaurer l'ordre dans la province, ou plus prosaïquement pour assurer la subsistance de leur famille.

Cette déstructuration de la jeunesse s'effectue dans un contexte de prolifération d'armes légères, qui se sont répandues depuis une vingtaine d'années avec les débordements des conflits tchadiens sur cette province charnière.

c) La genèse d'une économie de guerre civile

La guerre a des conséquences contrastées sur l'économie régionale. Certes, les dévastations peuvent laisser supposer que celles-ci sont négatives ; mais l'effort de guerre d'une part, l'aide humanitaire de l'autre viennent nuancer cette réalité. Certains groupes bénéficient de la guerre, tandis que d'autres en sont les victimes.

L'économie rurale est dévastée : les récoltes de l'automne 2004 n'ont pas été supérieures à 10 % de la normale, et les vols de troupeaux enlèvent aux pasteurs-agriculteurs, c'est-à-dire la quasi-totalité des ruraux du Darfour, toute chance de survie autonome. Mais le pillage des greniers par les agresseurs peut atténuer le déficit en grains des groupes nomades.

Le vol de bétail sur une grande échelle a des conséquences multiformes : il permet aux groupes rebelles, en vendant leur butin au Tchad, d'acquérir des armes et du ravitaillement ; il permet aussi aux janjawids de s'enrichir soit en agrandissant leur propre troupeau, soit en les vendant aux commerçants jallaba qui les exportent ensuite vers Omdourman puis les marchés du Golfe.

La désagrégation de la vie rurale a des conséquences désastreuses sur l'économie urbaine : les grossistes des souks ont perdu la clientèle des colporteurs et des boutiquiers des villages et l'économie de traite fondée sur l'échange des produits de la campagne et des biens manufacturés est moribonde. D'autre part, la guerre n'a pas épargné les souks, puisque les commerçants zaghawa ont aussi été victimes de la répression qui frappe leur peuple, au bénéfice de leurs concurrents jallaba. Pour ceux-ci, la guerre du Darfour est une occasion de regagner le terrain perdu dans le commerce local. Souvent liés aux cadres du régime et de l'armée, ils organisent la pénurie, grâce au blocus artificiel de certaines localités, pour faire monter le prix des denrées. La guerre est donc l'occasion de recompositions sociales et de fortunes rapides pour certains acteurs, qui n'ont donc pas intérêt à l'heure actuelle à un retour à la normale. Du côté gouvernemental, ils peuvent en

arriver à développer des logiques individuelles ou collectives qui contrarient les stratégies conçues au niveau national.

Du côté des rebelles, qui ne contrôlent que des espaces ruraux, encore peu fixés, la dimension économique du conflit n'est pas non plus à négliger. Les chefs de maquis qui émergent de façon éparse doivent trouver les fonds pour faire vivre et équiper leurs troupes, composées de jeunes paysans ayant échappé aux massacres : ils s'efforcent donc de récupérer une partie de l'aide délivrée en zone gouvernementale, et prélèvent des taxes sur les camions qui traversent leurs territoires, comme sur le tronçon de route depuis Ishma à l'est de Nyala, jusqu'à Mouhajiriya¹⁵. On assiste peut-être là à la première étape d'une logique bien connue au Sud-Soudan où le contrôle d'une population civile et une voie d'accès, terrestre ou aérienne, de l'aide, pouvait assurer à chaque chef de guerre un accès aux ressources, et un moyen d'enrichissement, grâce à la captation de l'aide apportée par l'Opération Lifeline Sudan (Prunier, 1996 ; Lavergne et Weissman, 2003). Au Darfour, l'aide humanitaire n'est pas encore devenue un but de guerre, elle n'en est d'ailleurs même pas encore un moyen principal, en dépit de sa massivité¹⁶.

La guerre a donc des effets contradictoires sur l'économie locale : les souks qui assuraient le lien entre l'économie rurale et le monde extérieur périclitent ; mais la présence massive d'étrangers au pouvoir d'achat démesuré fait exploser la demande de biens manufacturés, de services et d'infrastructures, provoquant une inflation incontrôlée¹⁷. Cette demande est un pactole pour les catégories nanties ou éduquées, mais elle aggrave les difficultés de la masse de la population.

Celle-ci s'exaspère de ce déploiement inconséquent de la technologie et de la richesse de l'Occident, allié à un étalage de bonne conscience injustifiée, alors que les retombées de l'intervention humanitaire internationale paraissent souvent minces par rapport à un impact négatif bien visible. Le gouvernement soudanais ne manque pas de capitaliser ce ressentiment, en mettant l'accent sur le choc culturel que constitue la liberté des moeurs, choquante dans le contexte local, des jeunes garçons et filles qui constituent le personnel expatrié. Peut-être n'en ira-t-il pas différemment dans quelque temps vis-à-vis de la force militaire de l'Union Africaine, financée par l'Union Européenne pour des raisons financières et raciales. Le mot d'ordre démagogique « L'Afrique aux Africains » n'implique pas d'attitudes sociales et mentales partagées entre soldats rwandais, sud-africains et nigériens, par exemple, et la population du Darfour.

¹⁵ Entretien avec Olivier Fauritte, chef de mission de l'association « Solidarité » à Nyala, le 9 novembre 2004. Le contrôle de la route par les rebelles du SLA explique les attaques menées par le gouvernement, en dépit du cessez-le-feu, en janvier 2005, contre les villages de cette région tenus par la rébellion.

¹⁶ En fait, les budgets colossaux votés par l'ONU ou par l'Union Européenne pour l'assistance à cette situation de crise, demeurent largement virtuels, mais les sommes effectivement débloquées suffisent à assurer un flux impressionnant ; cependant l'essentiel des fonds est consacré à l'entretien et au

fonctionnement des agences d'aide dans les pays donateurs eux-mêmes, ou au fonctionnement des bases administratives et logistiques d'arrière à Khartoum. Les grosses dépenses sont réglées à Khartoum plutôt que sur place (location d'avion, achat de véhicules tout terrains, et même location des maisons et des bâtiments, travaux d'entretien et réparation...).

¹⁷ A Nyala, le loyer demandé à une ONG étrangère pour une maison avait été multiplié par dix entre mars et novembre 2004.

Les voies du retour aux équilibres précaires du passé semblent bien fermées ; l'avenir dépend non seulement d'un rapport de forces militaire, mais surtout de décisions politiques, relèvant d'interventions extérieures et de la capacité du régime de se maintenir dans la nouvelle équation que les Etats-Unis tentent de mettre en place au Soudan. Mais au-delà de ces contingences nationales ou internationales sur lesquelles la population et les élites du Darfour ont peu de prise, un avenir pacifié et engagé sur la voie du développement ne pourra se fonder que sur la solution de problèmes déjà anciens, c'est-à-dire de la levée de la pression des hommes sur la terre et du conflit qui en résulte entre modes de vie sédentaire et nomade.

III - Des ressources qui s'amenuisent pour une population qui s'accroît

Comme l'ensemble du Sahel, le Darfour est victime d'une situation de déséquilibre entre la population et les ressources. Il s'agit certes d'une région privilégiée, puisqu'elle bénéficie d'une variété relative de milieux et de climats, grâce en particulier au jebel Marra, épine dorsale de la province. Château d'eau culminant à plus de 3000 m d'altitude, il jouit d'une pluviométrie exceptionnelle à cette latitude (voir carte des isohyètes)¹⁸. Ce potentiel n'a pourtant été que peu exploité au fil des siècles ; si le Darfour a pu s'ériger en sultanat indépendant à partir du XVII^e siècle, c'est plutôt à sa situation au débouché de la route caravanière du darb el-Arbain qu'il l'a dû. Les réseaux commerçants entre le Waddaï, le golfe du Bénin et l'Egypte, n'ont pas donné naissance à un développement agricole. Même les cités caravanières, véritables ports du désert, comme Kobbé, ont disparu sans laisser de traces archéologiques ou culturelles : cette urbanisation purement fonctionnelle n'a pas diffusé la civilisation urbaine autour d'elle, ni orchestré un développement économique intégré. Les récits des voyageurs étrangers (Browne, 2002 ; Tounsi, 1965) décrivent un pouvoir fondé sur les prélèvements de taxes et sur la chasse aux esclaves dans les contrées méridionales, pour l'exportation vers l'Egypte (O'Fahey, 1980) ; mais la classe des marchands et des chefs militaires fonctionnait apparemment de manière autonome par rapport à la population rurale, composée d'éleveurs nomades et de paysans sédentaires.

a) La crise du Darfour, révélateur de l'échec d'un développement national extraverti

Depuis l'intégration au Soudan en 1916, aucun développement économique n'a été impulsé pour tenter de pallier la fin du commerce caravanier fondé sur le transit des produits venus soit des profondeurs de l'Afrique, soit des rivages de la Méditerranée. Seul subsiste le commerce des chameaux, destiné à la demande égyptienne en animaux de boucherie, et auquel fait pendant l'exportation de bovins par la longue route du Sahel, en direction des abattoirs d'Omdourman et d'Arabie saoudite (Abder Rahman, 1988). C'est ainsi que, jusque là pivot du commerce transsaharien, le Darfour s'est trouvé confiné à un rôle marginal, loin

de la vallée du Nil, axe névralgique de la colonisation britannique, puis des pouvoirs qui lui ont succédé.

¹⁸ Entre 800 et 1200 mm par an au sommet.

Loin de ce Soudan utile symbolisé par le projet de mise en valeur de la Gézira, la région a été réduite au rôle de réservoir de main d'oeuvre. Dès le démarrage de la culture du coton entre les deux Nils dans les années 20, un système migratoire saisonnier s'est mis en place entre le Darfour, d'où les paysans, une fois récoltés leurs champs de mil, en hiver, étaient transportés par villages entiers, en camions puis en chemin de fer à partir d'El-Obeid, pour la cueillette du coton. Cette symbiose entre le Darfour et la Gézira a permis à la population de faire face aux déficits alimentaires provoqués par la croissance démographique (de 300 000 habitants en 1900 à 3 millions en 1983) et de payer l'impôt.

De la colonisation à l'indépendance, le maintien de ce système prouve l'absence de tentative réelle de construire une économie nationale, fondée sur la mise en valeur des potentiels régionaux, au profit d'une économie extravertie et dépendante, favorisant les commerçants importateurs et exportateurs au détriment des producteurs, marginalisés et exploités, au prétexte que leur potentiel économique trop faible ne justifiait pas d'investissements publics.

Mais la politique de « grenier du monde arabe » mise en oeuvre durant les années 70 a progressivement ruiné la Gézira : faute d'entretien de ce vaste domaine nationalisé en 1951 et d'intérêt de la part des fermiers, attirés par les sirènes du boom pétrolier, la culture du coton, monopole d'Etat peu rentable pour les agriculteurs, a été délaissée au profit des cultures céréalières ou protéagineuses, mécanisées, dont la commercialisation était libre. La main d'oeuvre du Darfour n'était plus nécessaire, et la réduction de la migration saisonnière aggrava les effets de la sécheresse du début des années 80 : celle-ci se solda par 300 000 morts dans tout le Soudan central, et entraîna la chute en avril 1985 du Maréchal Nimeiri qui avait tenté de masquer la gravité de la crise et refusé d'y remédier.

b) La Libye, eldorado ou empire du Mal ?

Le Darfour ne s'est jamais remis de cette crise ; l'émigration vers la Libye, qui s'est développée à la faveur du boom pétrolier (El-Hakim, 1975 ; Pliez, 2005) n'a pas permis de pallier l'arrêt de la migration interne ni de compenser les effets de la dégradation du milieu. En effet, l'émigration en Libye de travailleurs nonqualifiés n'est en rien comparable, en termes d'épargne, avec l'émigration des Soudanais de la vallée du Nil en direction de la péninsule Arabique, dont les Darfouriens d'origine non-arabe sont exclus, comme tous les peuples périphériques du Soudan¹⁹. L'émigration eut cependant des effets importants, par l'ouverture qu'elle permit sur de nouveaux horizons. Le commerce transfrontalier se développa par les pistes caravanières ancestrales, depuis la ville de Mellit au jebel Ouweinat vers l'oasis de Koufra, et une contrebande fructueuse devint la première source d'approvisionnement des marchés du Soudan central ; ce déplacement des axes commerciaux de la vallée du Nil vers l'ouest fut favorisé par l'arrivée au pouvoir de Sadiq el-Mahdi²⁰.

Ce basculement d'axes fut l'oeuvre des ex-nomades zaghawa, reconvertis en commerçants par la sécheresse ; devenus colporteurs ou négociants à longue distance, ils s'emparèrent du commerce de traite comme des marchés des grandes villes, fondant nombre de « souks Libya » dans tout le Soudan central, d'où ils délogèrent les commerçants jallaba détenteurs des réseaux menant en Egypte (Ibrahim et Ruppert, 1988). Le tropisme libyen eut d'autres conséquences : outre l'enrichissement de commerçants qui allaient prendre conscience de leurs capacités et de leurs droits, ce qui allait les amener à financer et soutenir la rébellion actuelle, il entraîna le Darfour dans le maelström de la politique libyenne des années 70 et 80. La contrebande fut aussi celle des armes en direction du Tchad, où la Libye affrontait la France par groupes armés et autres Légions islamiques interposées.

¹⁹ Il s'agit d'une exclusion non avouée, qui vise à réserver l'accès à cette ressource enviée aux awlad elbalad (enfants du pays), c'est-à-dire aux Soudanais réputés de souche et de culture arabo-musulmane de la vallée du Nil.

²⁰ Celui-ci avait été l'hôte du colonel Kadhafi durant les années 70, lors de son exil à Tripoli, tandis que le maréchal Nimeiri, s'était aligné sur les Américains et avait milité en faveur de l'Union (*takamoul*) avec l'Egypte de Hosni Moubarak.

Armes et combattants ne firent cependant pas que transiter par le Darfour, ils y sévirent également, au gré des vicissitudes de la politique africaine du colonel Kadhafi et des retournements d'alliances de ses soutiens locaux. A ces facteurs de déstabilisation, il faut ajouter la naissance de nouvelles aspirations au sein de la jeunesse émigrée ou désœuvrée sur place, au contact du mirage pétrolier libyen et de son modèle tout relatif fût-il, dans une société frustrée et oubliée par son propre Etat.

Mais l'émigration en Libye n'a pas été une soupape de sécurité suffisante pour enrayer la dégradation de la base économique de la population. Le système agropastoral est entré depuis trente ans dans une crise sans issue, qui a exacerbé les contradictions et les conflits entre groupes sédentaires et nomades.

c) La dégradation du système agro-pastoral

La surexploitation des sols cultivables, dans une zone semi-aride comme le Sahel, est l'une des causes majeures de la désertification. Trois facteurs principaux articulent des processus par ailleurs complexes (Tubiana M-J et J., 1977) : - la variabilité des précipitations ; - la fragilité des sols ; - des méthodes culturales impropres.

Dans la mesure où les deux premiers facteurs sont des constantes, le troisième peut être considéré comme la cause immédiate de la dégradation du système.

C'est ainsi qu'au Darfour, sous la pression de la nécessité, les pratiques culturelles se font de plus en plus au détriment de la qualité des sols, de la régénération du couvert végétal, et donc de la possibilité pour les générations futures de poursuivre l'exploitation agricole.

1) *L'extension récente de la culture du mil, première cause de la désertification*

La culture du mil (*doukhn*), aliment de base de la population du Darfour, est la première en cause : - pour mettre en culture un champ de mil, les paysans commencent par arracher toute la couverture arborée, les buissons et les herbes. Bien que les arbustes et les arbres ne soient pas en concurrence avec le mil pour les besoins en eau et n'empêchent pas sa croissance, les paysans ne voient en eux que des repaires pour les oiseaux et les sauterelles qui ravagent leurs champs. Mais la suppression de toute végétation naturelle rend le sol vulnérable à l'érosion. Ce défrichage est effectué plusieurs semaines avant le semis du mil, et il faut encore plusieurs semaines avant que la jeune pousse puisse assurer au sol une protection efficace ; - pendant la période de croissance du mil, les paysans sarclent deux fois. Le sarclage est indispensable, car les mauvaises herbes sont beaucoup mieux adaptées aux conditions climatiques de la zone sahélienne que le mil. Leurs racines forment un maillage serré, qui est en mesure d'absorber chaque goutte de pluie. En revanche, le mil a des racines courtes et qui ne

couvrent qu'une faible surface, comparée à la hauteur de la plante, qui atteint de 1,50 m à 3 m à maturité : il ne peut donc récupérer qu'une faible partie des eaux de pluie, à une profondeur qui ne dépasse pas 10 cm, contre un mètre pour les mauvaises herbes (Ibrahim, 1984, p. 107). Les paysans font donc tous leurs efforts pour éliminer les mauvaises herbes ; ce sarclage est effectué en grattant et en brisant le sol à l'aide d'une houe (*garraya*). Cette pratique finit par avoir raison des plantes indigènes ; mais le sol sableux, privé de sa couverture naturelle, est en proie à une déflation intense, surtout durant la saison sèche qui dure de 8 à 10 mois. La baisse de la productivité est due bien plus à cet appauvrissement qu'à la variabilité des précipitations (Ibrahim, 1984, p. 108).

- Une autre raison de la baisse de la fertilité est l'abandon de l'ancien système de rotation des cultures itinérantes. Du fait de la croissance démographique des dernières décennies, le sol est désormais cultivé année après année sans périodes de repos. La jachère n'est respectée qu'en année de sécheresse, lorsque les pluies ne sont pas suffisantes pour permettre une récolte, ce qui n'assure pas une véritable régénération du sol.

Il peut paraître paradoxal de parler de manque de terre dans un pays comme le Soudan, alors que dans la bande sahélienne, la population ne dépasse pas 10 habitants/km². Mais la répartition de la population est étroitement soumise à la présence d'eau pérenne pour les besoins humains. La population des alentours d'El-Facher, par exemple, dépassait déjà 100 hab./km² au début des années 80, et le sol y était intensivement cultivé, malgré une pluviométrie ne dépassant pas 300 mm/an en moyenne. C'est ainsi que l'ancien système de rotation a été abandonné et que la chaîne de la dégradation du sol s'est enclenchée : l'augmentation de la population a entraîné la surexploitation des sols, qui a à son tour entraîné une augmentation de l'érosion et un appauvrissement du sol. Le rendement du mil a ainsi diminué de moitié en quinze ans. Pour y répondre, la population rurale, qui croît au rythme de 2,5 % par an, a dû augmenter les surfaces cultivées : celles-ci étaient passées de 392 000 ha en 1960 à 1 million d'ha en 1975, ce qui avait entraîné une nouvelle vague de désertification, selon le mécanisme exposé ci-dessus.

L'érosion éolienne ou pluviale a des effets irrémédiables, car le sol désagrégé par ces pratiques culturales ne peut reprendre sa structure initiale, qui a mis des millénaires à se former : les particules sableuses libérées, sous l'action du vent ou de la pluie, forment des dunes réactivées, totalement impropres à l'agriculture, et dont la mobilisation évoque communément ce qui est appelé désertification.

Au Nord-Darfour, durant les années sèches, soit en moyenne une année sur deux, le paysan ne peut espérer récolter au mieux que 100 kg/ha, contre 200 en année humide, alors que la consommation d'une famille de six personnes est de 1500 kg par an. Une famille devrait donc cultiver 15 ha au minimum pour couvrir ses besoins, ce qui est bien supérieur à la superficie effectivement cultivée : la malnutrition est donc un état chronique.

2) *Jusqu'ouà cultiver ?*

La limite nord de la zone cultivable (voir carte) n'est pas fixe : elle varie selon les années, remontant de 100 km vers le nord en année pluvieuse, descendant de 200 km vers le sud en année sèche : la zone comprise entre ces deux lignes, où la culture du mil est incertaine, varie entre 200 et 400 km de largeur. En fait, la limite des risques de désertification peut être fixée à l'isohyète 500 mm en sol sableux et 600 mm en sol argileux, soit bien au Sud de la limite de la zone cultivée réellement, qui correspond à l'isohyète 250 mm. De manière empirique, on peut avancer que ce n'est qu'au Sud des isohyètes 500-600 mm que la culture pluviale peut être pratiquée sans mettre en branle les mécanismes de la désertification, à condition que soient respectés des cycles de rotation et de jachère suffisants, que les cultures soient complantées d'arbres protecteurs, et que les méthodes culturales y préviennent l'érosion. Mais même dans les conditions pluviométriques favorables du jebel Marra, le système de rotation en vigueur a été accusé d'être responsable de la désertification, par la déforestation qu'il implique (Babikir, 1981).

A une Conférence Agraire tenue à El-Facher en 1973, il avait été suggéré d'interdire la culture au-delà de l'isohyète 300 mm ; mais cette mesure était inapplicable en l'absence de solution de rechange pour assurer la survie des habitants. On peut certes se demander s'il est économique de cultiver dans ces conditions ; mais pour le paysan, seul entre en ligne de compte le coût des semences, et non pas le travail fourni ou les outils ; c'est pourquoi même un rendement de 50 kg /ha peut lui paraître avantageux.

La zone de risque de désertification s'étend aujourd'hui de 11 à 15 ° Nord, soit l'ensemble de la zone sahélienne, sur 450 km de largeur. La variabilité annuelle des précipitations n'a plus d'influence sur la mise en culture de cette zone, c'est-à-dire que les années sèches ne permettent plus à la terre de se régénérer : au lieu de migrer vers le sud dans les années sèches, les paysans tentent d'agrandir leurs 20 parcelles, ce qui aggrave le processus de désertification. Et si la récolte échoue, les paysans les plus pauvres n'ont d'autre ressource que d'abattre les arbres qui subsistent pour en vendre le bois et acheter de la nourriture. C'est donc pendant les périodes où elle est vulnérable que la couverture végétale est le plus agressée.

3) *Le surpâturage, cause ou conséquence de la dégradation du milieu ?*

Plus on avance vers le nord, plus la variabilité des précipitations annuelles est grande. Elle a des conséquences directes sur la présence humaine dans la région, puisqu'une variation de 100 mm de précipitations dans l'année entraîne une variation de la limite temporaire du désert de 100 km dans un sens ou dans l'autre. L'économie des pasteurs nomades est accoutumée à cette incertitude permanente : le contrôle du stock de bétail, par exemple, permet de l'adapter aux possibilités de fourrage (Adams, 1987) ; ainsi les Meidob empêchent la

reproduction de leurs moutons et de leurs chèvres en période de sécheresse, en séparant les mâles des femelles, tandis que les Rizeigat contrôlent strictement la reproduction de leurs chameaux. Mais aujourd'hui, ces mécanismes ne fonctionnent plus : la culture du mil et l'élevage sédentaire des agro-pastoralistes débordent sur les pâtures traditionnelles des nomades ; ceux-ci sont donc repoussés dans des zones marginales, qui sont alors ruinées par le surpâturage, dont ils ne sont seuls responsables qu'en apparence.

Lorsqu'une séquence d'années sèches dure plus de cinq ans, la seule adaptation possible est le déplacement des groupes humains vers le Sud. L'élevage nomade est la seule forme d'exploitation du sol qui soit adaptée à la grande variabilité climatique de ces régions : les Rizeigat, par exemple, suivent les pluies avec leur bétail depuis le Bahr el-Arab au Sud à 10° de latitude Nord jusqu'au wadi Howar au Nord, au niveau du 17^{ème} parallèle. Les routes suivies sur le terrain sont très variables, en fonction des chutes de pluie, que les nomades suivent avec un délai suffisant pour laisser à l'herbe le temps de pousser.

En revanche, l'élevage sédentaire repose sur les mêmes pâturages tout au long de l'année : les plantes fourragères n'ont donc aucun répit et, broutées trop tôt, ne peuvent répandre leurs graines. Autour des villages, cet élevage mène donc à la disparition de toutes les plantes comestibles.

La politique de sédentarisation des nomades menée par les Etats sahéliens (et la dévastation actuelle du Darfour par le gouvernement soudanais en est un exemple extrême, puisqu'il se fait au détriment des sédentaires) est donc un désastre écologique et une erreur économique. Pour autant, il ne s'agit pas de laisser le système d'élevage nomade perdurer à l'écart de tout développement mais de mettre en oeuvre celui-ci avec le souci de sa durabilité dans un contexte écologique fragile.

Bien qu'il soit impossible de donner une estimation fiable du nombre de têtes de bétail élevé au Darfour, il est certain que cette population excède de loin les capacités du milieu. La vente d'animaux de boucherie sur les marchés est en effet modeste, de même que les quantités exportées vers l'Egypte ou la vallée du Nil.

Les effets du surpâturage sont également flagrants autour des villes et des 21 villages, avec des auréoles de désertification d'une dizaine de km de rayon, où les espèces comestibles sont remplacées par des plantes sans valeur nutritive.

IV - Les voies rêvées du développement

Bien que le règlement de la crise du Darfour soit soumis à la volonté hypothétique des autorités de Khartoum de promouvoir une politique plus équilibrée de répartition des richesses et du pouvoir, mais aussi de laisser place à une vision de l'identité nationale qui respecte les droits de l'homme et des collectivités à déterminer librement leurs choix culturels et religieux, la mise

effective du Darfour sur les « rails du développement » (si tant est que cette expression galvaudée ait un sens) ne pourra se faire au bénéfice de toutes ses communautés que si de nouvelles orientations sont prises, et si les moyens sont attribués ou dégagés pour les mettre en oeuvre. Mais le Darfour bénéficierait dans ce cas d'un potentiel qui n'est pas négligeable et permettrait de répondre aux besoins de base de la population actuelle et d'assurer un progrès équilibré de son niveau de vie.

a) Un secteur agro-pastoral au potentiel considérable

Le secteur agro-pastoral devrait demeurer le socle économique de la majeure partie de la population ; pour cela, il devrait à la fois être ajusté aux capacités du milieu, et en même temps réorienté et intensifié en favorisant de nouvelles filières capables de compenser les effets de restrictions indispensables et de créer de nouvelles perspectives d'emploi et de gain pour les nouvelles générations.

1) Montagnes et wadis, des terroirs voués à l'horticulture et à l'arboriculture

Dans le domaine agricole proprement dit, la réduction des surfaces consacrées au mil, la restauration des jachères et la mise en protection de zones dégradées, devraient être compensées par la mise en culture irriguée des fonds de wadis, après la saison des pluies, avec des productions à haute valeur ajoutée (légumes, pommes de terre, fèves, tabac, pastèques, fourrage...), éventuellement destinées aux marchés éloignés. D'autre part, le jebel Marra pourrait être la base de productions agricoles destinées aux marchés consommateurs à relativement haut pouvoir d'achat, compte tenu de l'avantage comparatif exclusif de cette région dans l'ensemble soudanais : climat varié selon l'altitude et l'exposition, permettant l'arboriculture tempérée, méditerranéenne et tropicale (agrumes, tabac, fruits à noyaux...). Cette orientation avait été prise avant la guerre par la paysannerie four, qui avait développé l'usage des motopompes dans les fonds de wadis, et l'agrumiculture à destination de Khartoum sur les pentes du jebel Marra. Il faudrait pour reprendre et amplifier cette mise en valeur remonter les terrasses édifiées lors des siècles passés, lorsque les Four habitaient la montagne pour s'y prémunir des razzias esclavagistes, et remettre en état le système d'irrigation rustique qui canalisait les eaux de pluie. En dépit des difficultés à conserver l'eau dans un sol fait de cendres volcaniques très perméables, il faudrait également creuser des citernes de manière à conserver une partie de l'eau recueillie jusqu'à la saison sèche.

2) L'aide européenne : une approche technique et financière vouée à l'échec

L'Union Européenne et la FAO avaient financé depuis les années 70 le Jebel Marra Development Project, à partir de volumineuses études (Hunting Technical Services, 1978) et de la fourniture d'experts. La corruption, le gaspillage et la prédation ont réduit à néant ces efforts, voués à l'échec par la négligence de toute

dimension autre que technique dans l'approche du développement rural. La mise sous embargo du Soudan par l'Union Européenne et la suspension de l'aide en 1995 ont mis fin à ces opérations. Ces projets, qui n'avaient d' »intégrés » que le nom, et ignoraient la dimension anthropologique et communautaire de l'instance économique d'une part, et d'autre part le contexte régional et national, voire international, dans lequel pourraient s'inscrire les efforts de développement d'un pays comme le Soudan, sont aujourd'hui au point mort. Mais dans sa volonté de participer au redressement de la situation au Darfour sans jouer de son poids politique, l'Union Européenne sera sans doute sollicitée pour injecter à nouveau, des sommes considérables dans des projets du même ordre, qui ne pourront qu'exacerber à nouveau la compétition autour de l'accès à l'aide.

3) Une expérience avortée de coopération décentralisée

Une expérience intéressante et originale a, en revanche, été l'aide apportée par le gouvernement fédéré de Basse-Saxe à la région du Darfour, lorsque celle-ci était gouvernée par Ahmed Diraije, premier gouverneur d'ethnie four, dont l'épouse, d'origine allemande, s'est fortement investie en faveur de son pays d'adoption (Harir, 1994). Cette aide aux petites industries rurales, au creusement de puits, etc. en partenariat étroit avec la population locale (Bakhit, Ibrahim, et Rheingans, 1987 ; Köhler, 1993) correspondait à un objectif simple : désenclaver les campagnes et leur amener par ce biais de nouvelles ressources, comme en a également témoigné la construction de la première et à ce jour seule route goudronnée de la région, entre Nyala et Zalingei. Celle-ci dessert le piémont sud du jebel Marra et était destinée à en drainer les productions en direction de la gare de chemin de fer de Nyala, point de départ de l'exportation vers la capitale et la vallée du Nil²¹.

Mais cette aide a été décriée parce qu'elle ne laissait pas prise à des détournements par la bureaucratie de Khartoum, et qu'elle était accusée de favoriser l'émergence d'une paysannerie four dynamique, orientée vers les cultures de rente. L'expérience a été rapidement délaissée après la démission d'Ahmed Diraije en 1983, pour protester contre le refus du gouvernement Nimeiri de lutter contre la famine.

²¹ Vingt ans après son inauguration, cette route est en piteux état : faute d'entretien, seuls certains tronçons en sont encore carrossables ; le reste du temps, comme souvent au Soudan, la route ne sert que de point de repère et des voies latérales sont tracées par le passage des véhicules sur les bas-côtés. Et surtout, preuve sans appel du manque d'intérêt pour la région, elle n'a été l'objet d'aucun prolongement, soit par des voies de serte rurale dans la montagne, soit en direction d'El-Geneina et de la frontière tchadienne. Quant au chemin de fer, impraticable en saison des pluies à cause de l'affaissement du ballast, il est en voie d'abandon complet depuis le début des hostilités.

Ces échecs montrent que le développement d'une région sahélienne comme le Darfour a été beaucoup plus empêché par le refus du gouvernement central d'y construire les infrastructures nécessaires, en particulier des routes, une

alimentation en énergie et en eau en quantité suffisante, que par les handicaps inhérents aux conditions naturelles. L'usine de tabac de Zalingei, une des rares entreprises modernes de la région, a par exemple été fermée définitivement en 1991 à cause de la gabegie de sa gestion. Il y aurait pourtant place pour de petites entreprises de traitement et de conditionnement des produits agricoles, qui permettraient d'en augmenter la valeur ajoutée tout en palliant le handicap de la distance pour les produits frais : usines de jus de fruits, de confitures, de conserves de légumes...

4) *La valorisation de l'élevage*

L'élevage est, on l'a vu, la meilleure exploitation possible de la plupart des régions steppiques du Darfour. Des marchés importants existent pour ses produits, tant à l'intérieur du Soudan que sur les marchés extérieurs de l'Égypte, de la Libye et de la péninsule Arabique.

La viande du Darfour est particulièrement prisée pour sa saveur, comparée aux viandes congelées importées d'Australie ou de Nouvelle-Zélande. La valorisation de ce potentiel doit se faire en limitant la quantité du cheptel en fonction du potentiel de fourrage disponible tout au long de l'année. Les améliorations de la filière (Tubiana M-J, 1977) doivent donc porter d'une part sur l'élevage lui-même (sélection génétique, lutte contre les parasites et les maladies, alimentation et approvisionnement en eau), d'autre part sur le transport (par camions, par trains ou à pieds, et l'aménagement de parcours balisés et préparés, exempts de conflits avec les agriculteurs sur ces voies de déplacement et avec la mise en place de stations de repos et de nourriture pour le bétail, qui arrive encore aujourd'hui famélique et épuisé aux abattoirs d'Omdourman). La filière, traditionnellement aux mains des grands commerçants affiliés à la Mahdiya, devrait faire une place aux intérêts des éleveurs, qui devraient percevoir une partie des superbénéfices occasionnés par l'accès aux marchés très rentables du Golfe. Elle devrait d'autre part intégrer la création d'abattoirs sur place, et d'une exportation directe de carcasses vers les centres consommateurs du Golfe, par voie aérienne. Cette filière pourrait progressivement se sophistication vers l'aval en diversifiant les produits (chaînes de froid, viande congelée, triée, préparée...).

Les produits de laiterie ne sont jusqu'ici exploités que dans un cadre d'autoconsommation ou de vente de *samné*, le beurre fondu vendu sur les marchés locaux. Mais la création d'infrastructures de transport de chaînes de froid permettrait la création d'une filière laitière et fromagère pour le marché national. Et la laine disponible en abondance pourrait fournir la matière première d'un artisanat de tissage de tapis et de toiles de tente plus ambitieux.

Les cuirs et peaux sont déjà une spécialité du Darfour, mais leurs produits, de qualité fruste, répondent essentiellement aux besoins des populations locales (outres, sellerie, corderie, appareillage des tentes et ustensiles domestiques).

Aujourd'hui concurrencé par les toiles et les ustensiles de plastique importés d'Asie du Sud-Est, qui envahissent les marchés de brousse, cet artisanat pourrait être relancé et trouver des débouchés à l'extérieur, avec de nouveaux produits, ou au moins par la fourniture de peaux et de cuirs de meilleure qualité, grâce à la lutte contre les parasites et les insectes qui les détériorent, mais aussi par une amélioration de la qualité du travail de tannerie et de peausserie.

Il y a ainsi dans l'ensemble du secteur agro-pastoral, de notables possibilités d'accroissement, de diversification et d'intensification des filières, sources d'emplois demandant une professionnalisation, une spécialisation qui pourrait être fournie par des écoles professionnelles sur place (soins vétérinaires, écoles de bergers, formation de bouchers, secteur technico-commercial, transporteurs...), qui donneraient naissance, parmi les jeunes générations, à des catégories socioprofessionnelles nouvelles, détachées du contexte purement tribal et « terrien » dans lequel ils sont confinés aujourd'hui par la primitivité du système de production.

5) Le tourisme, un atout particulier à long terme

Bien qu'il puisse paraître paradoxal, voire indécent d'évoquer ce potentiel dans la situation actuelle, il n'est pas incongru de signaler que le Darfour est doté d'atouts significatifs dans ce domaine²². En effet, la région présente des paysages variés, en particulier grâce aux paysages et au climat du jebel Marra, culminant à plus de 3000 m. Il s'agit d'un massif volcanique aux pentes disséquées par l'érosion, et de plateaux sommitaux portant une flore et une faune spécifiques, au confluent des influences méditerranéennes, désertiques et africaines. La caldeira sommitale abrite deux lacs de cratère pittoresques, et peut être un but d'excursion (Hammerton, 1968). Déjà au temps de la colonisation britannique, des gîtes avaient été installés pour la villégiature des fonctionnaires coloniaux en quête de fraîcheur estivale, comme à Suni et à Kalokitting, et servaient jusqu'aux années 80 à l'hébergement des colonies de vacances des écoliers de Nyala. A ces atouts du paysage et du climat s'ajoute celui du thermalisme, avec des sources chaudes (Hami Rotoki, près de Nyala ; Korongo, au-dessus de Nyertétéi) dont les vertus dans le traitement des maladies de peau par exemple sont connues de longue date de la population de la région.

La mise en exploitation de ces différentes potentialités doit être vue non pas simplement comme un moyen d'engendrer des revenus, mais d'abord de structurer une économie diversifiée, qui requiert des savoir-faire dans des domaines variés, capables d'en assurer le fonctionnement, l'entretien et le développement « durable ». C'est ainsi que les compétences dans les métiers du bâtiment et de la mécanique, par exemple, devraient être acquises sur place, pour assurer les besoins locaux et aussi pour donner aux jeunes de la région des capacités valorisables dans leurs projets d'émigration temporaire vers Khartoum, en Libye ou dans le Golfe. Le Darfour pourrait d'ailleurs développer des formations au sein d'écoles professionnelles dans le domaine de la

menuiserie et de la charpenterie, pour valoriser au mieux ses ressources forestières actuellement gaspillées et menacées d'extinction.

²² Déjà signalés il y a vingt cinq ans dans un dossier du magazine Partir : « Soudan . Au-delà du désert, le Darfour », par Pascale Villiers Le Moy, Partir, n°60, avril 1980.

Conclusion

La guerre du Darfour ne pourra pas cesser tant que le gouvernement soudanais maintiendra ses buts de guerre, c'est-à-dire sa vision d'un Soudan dominé par une élite se référant à une culture exclusive, en l'occurrence arabo-musulmane importée, dans le cadre d'une vision du monde tirant sa dynamique du « choc des civilisations ».

Si ce préalable était levé, la reconstruction du Darfour sur des bases rénovées pourrait être effectuée en se fondant essentiellement sur les ressources naturelles et humaines locales, la région tirant sa cohésion d'une longue histoire qui a vu cohabiter des peuples divers, qui sont en mesure d'exploiter au mieux l'étendue des ressources locales. On a voulu montrer également qu'en dépit de son éloignement des côtes, la région n'était pas dépourvue des atouts fondamentaux d'une économie moderne. Les productions primaires pourraient, en effet, être valorisées sur place et alimenter des courants d'échange avec l'extérieur, par la remise en service de réseaux et d'axes traditionnels. Cela implique l'organisation d'une économie plus diversifiée, étoffée de services dans les domaines techniques et commerciaux, avec même l'accès au registre plus sophistiqué du tourisme international pour un public ciblé.

Deux dangers menaceraient cette entreprise de réhabilitation et de développement : - le premier n'est pas propre à la région : il s'agit de l'impact de l'aide internationale, dont le moindre mal est qu'elle décourage l'initiative locale et qu'elle n'est pas en phase avec les aspirations et les capacités de la population, le pire qu'elle entraîne gabegie et corruption et devient à son tour enjeu de conflits.

Il faudrait au moins s'assurer que l'aide soit versée avec prudence et mesure, pour répondre aux demandes formulées par les instances locales et de manière intégrée à leur initiative, dans des domaines spécifiques, dont l'impact à long terme sur la société et sur l'environnement soient correctement évalués. Il faudrait en un mot que le bénéfice de l'aide soit évalué aussi selon les critères des receveurs et non pas seulement des bailleurs.

- le second, plus spécifique, bien qu'il se fasse sentir à des degrés divers de la mer du Nord au golfe du Bénin, est l'impact de la rente pétrolière. Celle-ci, loin d'être une panacée, risque fort d'être une malédiction pour le Soudan tout entier et le Darfour en particulier. Ses méfaits ont déjà été amplement décrits (le « syndrome hollandais ») en ce qu'elle induit une propension à la consommation au détriment de la production, et que, en particulier dans le cas d'une économie à faible capacité d'absorption comme celle du Soudan, elle entraîne nécessairement, comme l'aide étrangère, gabegie et corruption.

Ces deux dangers sont l'expression la plus directe des menaces que représente la mondialisation économique, c'est-à-dire l'ouverture sans protection d'économies 26 évoluant à un rythme lent, dont l'objectif ne devrait pas être l'accumulation des richesses entre les mains de quelques entrepreneurs liés au système-monde, et vouées à n'exploiter que les atouts pour lesquels la région disposerait d'avantages comparatifs évalués en termes financiers.

A ces réserves près, le Darfour pourrait être le théâtre d'une économie saine, suffisant à assurer à ses six millions d'habitants une subsistance et un progrès équilibrés et convenablement répartis entre ses différents groupes, sédentaires comme nomades, et ouvrant la voie à un estompement des clivages traditionnels, par l'urbanisation et l'engagement dans de nouvelles activités.

Bibliographie

- Abder Rahman El Rasheed, Fatima : Marchands, marchés et commerce à longue distance dans la province du Nord-Darfur : une étude des stratégies de commercialisation (Soudan), doctorat de sociologie, Lille, 1988, 401 pages ;
- Adams, Martin : The Baggara Problem : Attempts at modern Change in Southern Darfur and Southern Kordofan Sudan) ,
- The Evolution of Agrarian Relations in the Sudan, Elfatih Shaaeldin (ed), Ithaca Press distrib., La Haye, 1987, 415 pages ;
- African Rights : Facing Genocide. The Nuba of Sudan, Londres, 1995
- Bakhit, Abdel Hamid ; Ibrahim, Fouad et Rheingans, Frauke : Small-Scale Industries in Darfur, Soudan, Hanovre-Khartoum, 1987, 122 pages
- Babikir, Ahmed Abdalla Ahmed : The Land Rotation Cultivation System and its Effect on woody Vegetation Suppression in the jebel Marra Area of the Sudan, Sudan Notes and Records, vol. 62, 1981 ;
- Barnett, Tony : The Gezira Scheme. An Illusion of Development, Franck Cass, 1977, 180 pages ; Browne, William George : Nouveau voyage dans la Haute et la Basse Egypte, la Syrie et le Darfour, éd. originale Londres 1799, trad. française J. Castéra, Paris, 1800, réédition inFolio, coll. Itinera, 2002
- De Waal, Alex : "Some Comments on Militias in Contemporary Sudan", *Sudan, History, Ideology*, ed. H. Bleuchot, D. Hopwood et C. Delmet, Ithaca Press, 1991.
- Doornbos, Paul : "On becoming Sudanese", *Sudan, State, Capital and Transformation*, ed. Tony Barnett et Abbas Abdel Karim, Croom Helm, pages 99- 120 ;
- El-Hakim, Sherif Mahmoud : Some socio-economic Consequences of the Libyan Oil Discovery on the Zeyadeya Nomads of Darfur, Sudan, Sudan Notes and Records, vol. 56, 1975 ;
- El-Tunisi, Muhammad Ibn Omar : Tashhidh al-Adhban bi-Sirat al-Arab wal- Sudan, K.M. Asaker et M.M. Mus'ad (ed), Le Caire, 1965 ;

- Hammerton, D.: Recent Discoveries in the Caldera of Jebel Marra, Sudan Notes and Records, vol. 49, 1968 ; Harir, Sharif : "Arab Belt versus "African Belt".
- Ethno-Political Conflict in Dar Fur and the Regional Cultural Factors in *Short-Cut to Decay. The Case of Sudan*, S. Harir et T. Tveldt (ed), Uppsala, 1994 ;
- Human Rights Watch / Africa : Civilian Devastation. Abuses by all Parties in the War in Southern Sudan, 1994 ; Hunting Technical Services Ltd : Agricultural Development of Jebel Marra Area, Final Report, Borehamwood, 1978 ;
- Ibrahim, Fouad : Ecological Imbalance in the Republic of Sudan - with Reference to Desertification in Darfur, Bayreuther Geowissenschaftliche Arbeiten, Bayreuth, 1984 ;
- Ibrahim, Fouad et Ruppert, Helmut (ed): Rural-Urban Migration and Identity Change. Case Studies from the Sudan, Bayreuther geowissenschaftliche Arbeiten, 1988 ;
- Kapteijns, Lidwien : Mahdist Faith and Sudanic Tradition : the History of the Masalit Sultanate 1870-1930, Londres, 1985 ; Köhler, Volkmar : Die deutsche Entwicklungszusammenarbeit mit dem Sudan, Wuqûf 7-8, Hanspeter Mattes Verlag, Hambourg, 1993
- Lavergne, Marc : L'aménagement du Grand Khartoum, entre planification autoritaire et "droit à la ville", *Annales de Géographie de l'Université Saint-Joseph*, Beyrouth, vol. 16, 1995, pages 75-115 ;
- Lavergne, Marc : La violence d'Etat comme mode de régulation de la croissance urbaine : le cas de Khartoum (Soudan), *Espace, Populations, Sociétés*, 1997-1, pages 49-64 ;
- Lavergne, Marc (avec Fabrice Weissman) « Soudan : à qui profite l'aide humanitaire ? », *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, (F. Weissman dir.), Flammarion, coll. Populations en danger, 2003, pages 145-167
- Mohamed Ali, Taisier : The Cultivation of Hunger. State and Agriculture in Sudan, Khartoum University Press, 1989, 189 pages ; O'Fahey, R.S. : State and Society in Darfur, Londres
- Peninou, Jean-Louis : Le Monde Diplomatique, 2004 Pliez, Olivier : Le démantèlement d'une route transsaharienne ? Marchés et migrants du Soudan vers la Libye, Autrepart, 2005 (à paraître)
- Prunier, Gérard : Ecologie, structures ethniques et conflits politiques au Dar Fur, *Sudan, History, Ideology*, ed. H. Bleuchot, D. Hopwood et C. Delmet, Ithaca Press, 1991 ;
- Prunier, Gérard : L'économie de la guerre civile au Sud-Soudan, in F. Jean et J-C Rufin (dir), *Economie des guerres civiles*, Hachette, 589 pages, 1996 ;
- Tanner, Victor: Rule of Lawlessness. Roots and Repercussions of the Darfur Crisis, Sudan Advocacy Coalition, janvier 2005, 51 pages ;
- Tubiana, Jérôme : Le Darfour, un conflit identitaire ? Eléments de compréhension ethnologique, rapport de mission au Darfour, Action Contre la Faim, 45 pages, dactylographié, 2005.

- Tubiana Marie-José : Stratégies traditionnelles et modernes pour une utilisation rationnelle des ressources en eau et en pâturages au Nord Dar-Fur, The Central 29 Bilad Al-Sudan, Traditions and Adaptation, Yusuf Fadl Hasan et Paul Dornboos (ed), Sudan Library Series n°11, 1977 ;
- Tubiana Marie-José et Joseph : The Zaghawa from an Ecological Perspective, Balkema, Rotterdam, 1977.